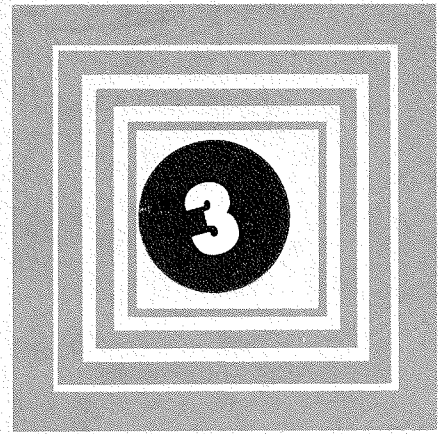




Centre du droit de l'entreprise

DOSSIERS BREVETS 1979

Collaborateurs

M. F. ALCADE

Maître-assistant, directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J. AZEMA

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI

M. J.J. BURST

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI

M. A. CASALONGA

Conseil en Brevets - Diplômé du CEIPI - Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich

M. A. CHAVANNE

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur du Centre Paul Roubier

M. J.M. DELEUZE

Professeur associé à la Faculté de Droit de Montpellier

M. X. DESJEUX

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. D. FRANÇON

Responsable du Groupe de recherches «Conventions Internationales» CDE - CEIPI

M. M. de HAAS

Conseil en Brevets, Professeur au CEIPI

M. D. KLEIN

Ingénieur ENAC, Service de Propriété Industrielle d'IBM

M. D. LAGAÛZEIRE

Docteur en Droit, Conseil en Brevets

M. M. LE BRUSQUE

Ingénieur, Service des Brevets Sté Creusot-Loire - Diplômé du CEIPI

M. C. LE STANC

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

M. A. LUCAS

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Nantes

M. F. MAGNIN

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Dijon

M. J.M. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur des recherches du CEIPI

M. L. PETRANKER

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle. Département des Brevets de Roussel-Uclaf

M. Y. REBOUL

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

Mme R. SADONES-LAURENT

Présidente CEMIPI - Direction des Services Juridiques et de Propriété Industrielle l'AIR LIQUIDE

Mme J. SCHMIDT

Maître-assistante à la Faculté de Droit de Lyon

Mme A. SONNIER

Assistante à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J.P. STENGER

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. P. VIGAND

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Diplômé du CEIPI

M. M. VIVANT

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Montpellier

EQUIPE DE RECHERCHES EN PROPRIETE INDUSTRIELLE CDE - CEIPI

Gérant

Professeur J.M. MOUSSERON

Bibliothèque

- **Actualités de Droit de l'Entreprise :**

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial
- Actualités de droit de l'entreprise 1968
- Nouvelles techniques contractuelles
- Nouvelles techniques de concentration
- Les services communs d'entreprises
- L'exercice en groupe des professions libérales
- Le know how
- La publicité et le droit
- Garanties de résultat et transfert de techniques

- **Bibliothèque du Droit de l'Entreprise :**

- Le groupement d'intérêt économique
par Ch. Lavabre (épuisé)
- La responsabilité du banquier
par J. Vézian
- La société civile professionnelle
par A. Lamboley
- Le droit de la distribution
par J.M. Mousseron et autres auteurs
- Le Contrôle de la gestion des sociétés anonymes
par R. Contin
- Les réserves latentes
par R. Abelard
- Le contrat de sous-traitance
par L. Valentin
- L'entente prohibée à travers les avis de la commission technique des ententes
par V. Selinsky (à paraître)

- **Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)**

- L'invention protégée après la loi du 2 janvier 1968
par J. Schmidt
- L'épuisement du droit du brevet
- La copropriété des brevets d'invention
- Le Know How : sa réservation en droit commun
par R. Fabre
- L'acte de contrefaçon
par Ch. Le Stanc
- Juge et loi du brevet
par M. Vivant
- Le droit français nouveau des brevets d'invention
par J.M. Mousseron et A. Sonnier
- Les contrats de recherche
par Y. Reboul

- **Bibliothèque L.G.D.J.**

- Les groupes de contrats
par B. Teyssié
- L'affrètement aérien
par J.P. Tosi

- **«Cahiers de Droit de l'Entreprise»**

Supplément de la Semaine Juridique, éd. C.I. Renseignements
sur demande au Centre du Droit de l'Entreprise.

- **Lettre de la Distribution**

Renseignements sur demande au Centre de Droit de l'Entreprise

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Le Centre du Droit de l'Entreprise de Montpellier assure une préparation couplée au Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées de Droit des Affaires (D.E.S.S.) et au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.).

Peuvent demander leur inscription à ce programme de formation les étudiants titulaires de la Maîtrise de Droit (option Droit des Affaires) ou de diplômes admis en équivalence.

Les auditeurs bénéficient d'enseignements réguliers dans les matières suivantes Droit des Sociétés, Droit Fiscal, Droit Social, Droit des Contrats, Droit International, Droit Financier, Comptabilité et Gestion Financière.

Un stage leur est assuré au sein du service juridique d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil juridique et fiscal.

Les étudiants désireux d'obtenir une spécialisation dans les techniques de gestion du personnel ou dans les techniques fiscales ont la possibilité de préparer un certificat complémentaire.



Pour tous renseignements s'adresser à :

- Centre du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit et des Sciences Economiques
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cédex - Tél. (67) 72.69.80 - poste 81.
- Fondation Nationale pour le Droit de l'Entreprise
9, rue Richempanse - 75001 Paris - Tél. 260.10.18

DOSSIERS BREVETS 1979. III

I - ETUDE

- 1844 - 1968 - 1978, LA LOI APPLICABLE ?

II - JURISPRUDENCE

1/ Cass. Com. 4 décembre 1978

Aff. Société BERGWERKSVERBAND c/Société CELTITE

Brevet n. 1.255.773

- Brevetabilité - invention de groupement *

PIBD 1979. 231. III. 77

2/ C.A. PARIS 20 mars 1979

Aff. Société G.M.K. c/Directeur INPI

Demande de brevet n. 76.05.096

- Transformation automatique d'une demande de brevet en demande de certificat d'utilité

- non admission d'excuse légitime **

PIBD 1979. 236. III. 192

3/ C.A. PARIS 2 avril 1979

Aff. LAUTERBACH c/Directeur INPI

- Transformation automatique d'une demande de brevet en demande de certificat d'utilité

- non admission d'excuse légitime **

PIBD 1979. 236. III. 174

4/ C.A. PARIS 9 juin 1979

Aff. GOUGET c/Syndicat National des Constructeurs de Navires et Embarcations de Plaisance

Brevet n. 1.250.943

- Demande principale en annulation de brevet, émanant d'un syndicat professionnel **

- Brevetabilité - défaut de nouveauté *

Inédit

5/ T.G.I. PARIS 22 juin 1978

Aff. CHARTIER c/Société R.D.T.

Demandes de brevets n. 72.44.487 et 73.05.804

- Cession de brevet - Paiement du prix soumis à condition purement potestative **

PIBD 1979. 230. III. 63

6/ C.A. PARIS 4 décembre 1978

Aff. LEXERT c/GUILMA et autres

Brevet n. 1.601.920

- Brevetabilité - Défaut de nouveauté *

- Cession de brevet - Annulation pour défaut d'objet *

PIBD 1979. 236. III. 1911

7/ Cass. Com. 12 mars 1979

Aff. VELCRO c/CAPRI VOILE GARDINEN & ROUSSEL

Brevet n. 1.182.436

- Brevetabilité moyen général **

- Contrefaçon introduction co-auteurs *

Inédit.

III - DOCUMENTS

C - PCT : informations

IV - INFORMATIONS RAPIDES

* Le nombre d'étoiles est fonction de l'importance du problème